

## Pour un Wallon sur quatre, le PTB doit d'office être exclu du pouvoir

■ Près d'un Bruxellois sur trois défend aussi le cordon sanitaire autour de ce parti.

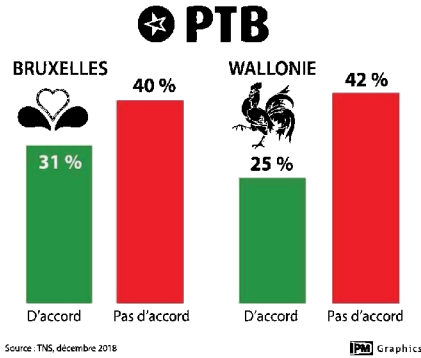
Les résultats sont contrastés. Preuve, sans doute, que le parti dénote dans le paysage politique. Dans la dernière livraison du baromètre politique de *La Libre*, il apparaît qu'un Wallon sur quatre (25 %) pense qu'il faut instaurer un cordon sanitaire autour du PTB. En Région bruxelloise, l'idée est soutenue par une personne sur trois. En revanche, environ quarante pourcents des sondés la rejettent. Et ils sont tout de même un tiers à ne pas se prononcer.

Le cordon sanitaire est né au tout début des années 90 en Flandre. Il avait pour but d'empêcher l'extrême droite, à l'époque incarnée par le Vlaams Blok (devenu Vlaams Belang), de s'installer au pouvoir. S'il le fallait, l'ensemble des forces démocratiques acceptaient de s'allier pour maintenir ce parti dans l'opposition. Le cordon sanitaire a tremblé à quelques reprises dans l'histoire politique du pays, notamment à Ninove (Flandre orientale) au lendemain des élections communales du 14 octobre, mais il a toujours tenu bon.

**Avec la poussée du PTB**

À l'origine, le cordon sanitaire concernait donc l'extrême droite. Mais avec la poussée du PTB en Bel-

Faut-il instaurer un cordon sanitaire autour du PTB ?



gique francophone, certains se demandent s'il ne faudrait pas l'étendre à l'extrême gauche, considérée autant antidémocratique que l'extrême droite.

*"Bien sûr, ce qui distingue les deux, c'est le racisme, et ce n'est pas un détail. Mais le PTB est dans un projet antidémocratique à terme. Il fait peser un risque sur les libertés fondamentales"*, disait récemment à *La Libre* Benoît Lutgen, le président du CDH.

Le MR et Défi sont sur la même longueur d'onde. Pas le PS et Ecolo. Les socialistes ont même négocié, sans succès, des majorités communales avec le PTB au lendemain du dernier scrutin local. Sans surprise, le sondage de *La Libre* montre – avec des nuances – que ce sont les électeurs du PS et d'Ecolo qui sont les plus hostiles à l'instauration d'un cordon sanitaire autour du PTB.

A. C.

### Épinglé

L'attitude d'Albert II face à Delphine Boël divise Wallons et Bruxellois

**Déclaration publique.** 41 % des Bruxellois et 40 % des Wallons estiment que le roi Albert devrait s'exprimer publiquement sur l'affaire Delphine Boël, du nom de sa fille biologique présumée, née de la relation extraconjugale que l'ancien souverain entretenait avec la baronne Sybille de Selys Longchamps. Selon le baromètre politique de *La Libre*, réalisé par l'Institut de sondages Kantar TNS, 36 % des Bruxellois et 35 % des Wallons estiment toutefois que le Roi ne devrait pas s'exprimer publiquement sur le sujet; et environ un quart des sondés ne se prononce pas. Dans les deux régions francophones, les avis sont donc partagés.

**Devant la justice.** Delphine Boël, 50 ans, a entamé en 2013 une procédure de reconnaissance en paternité. La cour d'appel de Bruxelles a établi le 5 novembre 2018 que Jacques Boël n'était pas son père légal ou biologique et a dénoncé à Albert II de se soumettre à un test ADN dans les trois mois à venir. Ce dernier est toutefois libre de s'y soumettre. A priori, il devrait refuser.

**En 1999.** L'existence de Delphine Boël a été rendue publique en 1999 dans une biographie non autorisée de la reine Paola, l'épouse du Roi. Cette année-là, dans son discours de Noël, Albert II évoquera *"la crise que notre couple a connue il y a plus de 30 ans"*. Il n'en a jamais dit plus. A. C.